

PERSPECTIVES



SAUL LOEB AFP

Barack Obama utilise peu certains outils que donne la présidence.

Un politicien comme les autres ?

Barack Obama se lance tôt en campagne pour retrouver ses appuis perdus

Plus d'un an et demi avant le scrutin, Barack Obama a lancé cette semaine sa campagne en vue de la présidentielle de novembre 2012. Il part avec l'énorme avantage d'être le président sortant, mais il devra remobiliser les électeurs qu'il a déçus.

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — L'avantage du président sortant est considérable aux États-Unis. La concurrence restreinte garantie par le bipartisme en vigueur dans le pays, la déférence des Américains et de leurs médias envers la fonction présidentielle ainsi que les moyens offerts par la Maison-Blanche en matière de transport, d'accès à la presse et de projection sur la scène mondiale font en effet en sorte que Barack Obama a plus de 80 % de chances d'être réélu. Comme ses prédécesseurs, il jouit de l'aura d'homme d'État sans égal que fournit l'occupation de la plus haute fonction de la plus grande puissance du monde.

Le président sortant ne veut cependant rien laisser au hasard puisqu'il compte amasser pas moins d'un milliard de dollars. Il s'agirait d'un nouveau record dans le financement des présidentielles américaines pour celui qui a établi le record précédent en collectant 750 millions de dollars en fonds privés en 2008.

Cet objectif de financement est l'une des raisons pour lesquelles Barack Obama lance sa campagne si tôt. L'autre raison est qu'il va devoir remobiliser les électeurs qu'il a déçus. Ces derniers se situent surtout sur l'aile gauche du Parti démocrate et parmi les électeurs indépendants. Ils avaient cru les promesses de changement du candidat Obama, mais ils considèrent aujourd'hui que le changement n'est pas aussi fondamental qu'ils l'espéraient.

Les électeurs déçus d'Obama sont suffisamment nombreux pour maintenir sa cote de popularité en dessous de 50 % depuis un an. Arrivé à la Maison-Blanche dans une euphorie reflétée par une popularité de 70 %, Barack Obama est crédité aujourd'hui d'un taux de satisfaction aussi bas que 42 %.

Dans un courriel adressé à 14 000 partisans de sa première campagne présidentielle, Barack Obama livre son plaidoyer auprès des déçus. «*Le changement durable ne s'obtient ni rapidement ni facilement*», écrit-il.

Déception

Janette Sherman, militante du parti du chef de la Maison-Blanche, fait partie des électeurs déçus. «*Obama n'a pas été à la hauteur pour la réforme de la santé, il ne s'est pas battu pour l'instauration d'un système universel et public*», explique cette femme médecin au *Devoir*.

«*Obama écoute trop l'industrie nucléaire, et son soutien à la reprise de la construction de centrales est irresponsable*», estime la démocrate, avant d'ajouter: «*Nous n'avons vraiment pas besoin d'une troisième zone de guerre, cette fois en Libye, et Obama, comme les autres, ne parle jamais de réduire le budget militaire.*»

Pour Don Louie, un indépendant qui a lui aussi voté pour le Parti démocrate en 2008, la présidence Obama prend l'allure d'une «*occasion manquée*». «*Tellement de gens ont voté pour lui qu'au début, il avait les mains libres pour faire tout ce qu'il voulait, mais ça ne s'est pas passé comme ça*», confie-t-il.

Cet ingénieur en informatique est arrivé à la conclusion que Barack Obama est «*un politicien comme les autres, redevable envers les intérêts catégoriels, les intérêts des grandes entreprises*», qui ne s'attaque pas aux vrais problèmes.

«*Obama et les républicains se chamaillent autour de 40 milliards en réductions budgétaires, mais ces 40 milliards, ce n'est rien du tout comparativement aux quelque 14 000 milliards de dollars de notre endettement. Si on veut vraiment combattre le déficit, il faut faire quelque chose d'important, mettre fin à toutes les guerres, qui nous coûtent plus de 1000 milliards de dollars par an*», observe-t-il.

A ce stade, 22 % seulement des Américains pensent que leur pays «*va dans la bonne direction*». La proportion la plus faible depuis l'arrivée de Barack Obama au pouvoir. L'insatisfaction s'exprime sur les fronts intérieur et extérieur. Selon plusieurs instituts de sondage, la plupart des Américains désapprouvent l'action de Barack Obama en politique étrangère, comme dans les domaines économique, budgétaire et social.

La manière

Mais au-delà du mécontentement au sujet de la réforme de la santé ou de l'escalade en Afghanistan, c'est sur la manière dont Barack Obama exerce la fonction présidentielle que la déception se focalise. En effet, 17 % seulement des Américains voient en Barack Obama «*un leader solide et décisif*», d'après Ipsos.

«*Obama ne m'a pas convaincu qu'il est un vrai dirigeant, qu'il fait ce qui est le mieux pour la nation; il donne plutôt l'impression de suivre le mouvement*», constate Don Louie. *Il n'a pas pris beaucoup de décisions, puis, par son action et par l'image qu'il projette, il n'incarne pas quelqu'un qui décide avec force et qui mène le pays dans la bonne direction.*»

Ruth Marcus, la chroniqueuse habituellement très pro-Obama du *Washington Post*, déplore que le président ait été «*aux abonnés absents, hésitant ou tardif*» dans «*un nombre sidérant d'occasions et de dossiers*».

Elle mentionne notamment la Libye, mais le groupe des députés noirs trouve que le silence de Barack Obama sur la pauvreté est assourdissant. Pour sa part, Bernie Sanders, le seul sénateur socialiste, déplore que Barack Obama «*ne parle pas des disparités de revenus entre riches et pauvres qui, aux États-Unis, sont les plus importantes du monde développé*».

De fait, Barack Obama, pourtant élevé au rang de grand communicateur pendant la campagne de 2008, utilise peu ce que Theodore Roosevelt appelait le «*bully pulpit*», cette «*chaire merveilleuse*» qui vient avec la présidence des États-Unis.

VOIR PAGE B 3: OBAMA



JEWEL SAMAD AFP

Les attentes étaient grandes à l'endroit de Barack Obama lors de son élection.

«*Obama ne m'a pas convaincu qu'il est un vrai dirigeant, qu'il fait ce qui est le mieux pour la nation; il donne plutôt l'impression de suivre le mouvement*»

PERSPECTIVES

Dans un pays
près de chez vous

GIL COURTEMANCHE

Il en va ainsi dans les pays autoritaires, les monarchies du Golfe et anciennement dans les pays communistes. Le chef, le leader, le monarque, quand il s'adresse au peuple, prend bien soin de choisir méticuleusement son peuple. La télévision qui retransmet l'événement ne doit montrer que sourires admiratifs, mines épanouies et ovations unanimes. Toutes les précautions sont prises pour que le peuple (par définition ignorant) saisisse la portée salvatrice du message du premier d'entre tous, le Guide vert ou bleu, c'est selon. Si le chef doit annoncer quelque subvention aux pompiers volontaires, il arrivera en camion de pompier et sera entouré de braves figurants en uniforme qui s'efforcent de calculer combien de tournois de balle-molle et d'épluchettes de blé d'Inde ils pourront organiser grâce à cette manne inattendue.

Le protecteur de la nation, celui qui nous protège des hordes criminelles qui hantent les grandes villes maudites par Dieu, ne s'inquiète pas de la qualité de son discours. Il sait, car c'est indiqué dans son texte, qu'il sera applaudi dix-huit fois et, comme prévu, aux dix-huit pauses qu'il fait, des meneurs de claques lancent dix-huit ovations bien senties. Il ne craint pas la contradiction ou le murmure désapprobateur, car il parle dans un cocon précautionneusement tissé. Le peuple a été choisi parmi les membres du Parti. Chacune des personnes a dû s'inscrire quelques jours plus tôt afin que les sbires de la garde rapprochée du leader puissent consulter les registres policiers, les blogs, les comptes Twitter et Facebook, afin de débusquer (officiellement) un désaxé ou un assassin potentiel, mais en réalité c'est pour empêcher qu'un citoyen ne pose une question comme: «Pourquoi acceptez-vous que vos ministres mentent au Parlement?» Ou encore: «Le taux de criminalité baisse depuis dix ans; pourquoi construire des mégaprisons?» Le premier d'entre nous, celui à qui Dieu a conféré la sagesse infuse, n'aime pas les questions, sauf celles sur les Beatles, qu'il adore. Cependant, comme le meilleur de nous tous aime bien passer pour un démocrate, il a généreusement permis aux journalistes de poser des questions, quatre questions par événement, pas une de plus. Auxquelles, bien sûr, il ne répond jamais.

Le monarque poursuit ainsi la tournée de son peuple choisi, examiné, scruté à la loupe. Il ne fréquente jamais les trottoirs ou les marchés publics, endroits dangereux où on croise parfois un méchant socialiste éloquent ou, pis encore, un diabolique séparatiste poli qui porterait un chandail des Nordiques.

Et c'est impunément que le grand théâtre menteur du premier manipulateur se promène de villes en villes, plus ou moins toléré par les médias qui jouent le jeu, critiqué par l'opposition dans une sorte d'indifférence générale sur l'enjeu fondamental de cette élection, un choix entre deux pays radicalement différents. Un Canada doté d'une bonne dose de solidarité collective, de respect pour les droits fondamentaux et d'une conscience réelle des enjeux globaux qui nous confrontent, ou un Canada qui divise villes et régions, qui affirme la suprématie de l'individualisme et qui propose une version nordique du rêve américain. Un Canada gouverné par ses citoyens ou par les dépositaires de la parole divine. Car, il ne faut pas se leurrer, tel est l'enjeu réel de cette élection, même si les partis d'opposition n'osent pas le dire franchement, de peur probablement de «faire peur au monde».

C'est peut-être parce qu'elle voulait se renseigner sur les véritables enjeux de cette élection qu'une jeune fille de 19 ans, étudiante en sciences politiques à l'Université de Western Ontario, décida avec une copine d'assister aux assemblées des trois partis. Awish Aslam ne résista pas à l'envie de se faire croquer le portrait en compagnie de Michael Ignatief. C'est ainsi que sa quête d'information prit un curieux tournant. Dément inscrite, grâce à un parent membre du PCC, elle se présenta à un rassemblement du premier d'entre nous. Mais sa photo innocemment publiée sur Facebook la désigna auprès du KGB de Harper comme un élément dangereux, à moins que ce ne fût son foulard islamique. La jeune fille, qui se livrait à un exercice louable auquel bien peu de gens prennent la peine de se livrer, fut expulsée pour avoir commis le sacrilège d'avoir posé avec l'ennemi. Elle ne faisait pas partie du peuple choisi, mais du peuple mécréant.

Sur le coup, je me suis dit que cet incident galvaniserait peut-être les jeunes. Je me suis aussi dit que les jeunes ne voulaient pas de ce pays frileux et replié sur lui-même que leur propose notre monarque minoritaire. Puis, je me suis souvenu que seulement 38 % des jeunes de moins de trente ans avaient voté aux dernières élections fédérales et de mes récentes visites dans des cégeps. Des propos entendus, on pouvait facilement conclure que, si ces gens votaient, Harper ne serait jamais élu. Mais je pouvais aussi en déduire que leur indifférence était telle, que leur ignorance quasi satisfaite des enjeux était si profonde qu'ils seraient bien peu nombreux à prendre la peine de se déplacer pour exprimer leurs sentiments confus d'opposants, laissant cette tâche ringarde aux vieux.

Depuis, je me demande pourquoi, si on juge essentiel de leur enseigner toutes les formes d'au-delà, tous les dieux et toutes les croyances, du chamanisme au rite nestorien, je me demande pourquoi on n'a pas encore compris qu'il serait encore plus essentiel de leur enseigner dès leur jeune âge l'a b c de la politique et de la démocratie, ces rites citoyens qui organisent, améliorent ou détruisent nos vies.



VINCENT KESSLER REUTERS

Il arrive que de bons étudiants francophones prennent la place de moins bons étudiants anglophones dans les cégeps anglais.

La langue d'enseignement

Le dilemme du cégep anglophone

ROBERT DUTRISAC

Québec — Au Parti québécois, on n'a pas été surpris par la position du Conseil supérieur de la langue française (CSLF), qui a rejeté, dans un avis dévoilé cette semaine, l'application de la loi 101 aux cégeps. À partir du moment où on savait que tous les membres du Conseil, dont l'historien Jocelyn Létourneau et la directrice générale du Québec Community Network, Sylvia Martin-Laforge, appuyaient cette position, on pouvait en déduire la teneur. C'est ce qu'on savait trois semaines avant la publication de l'avis.

Dans un débat en début d'année, Jocelyn Létourneau avançait la thèse audacieuse qui veut que les Québécois demeureraient québécois même si, au cours du prochain siècle, ils abandonnaient le français comme langue commune pour adopter l'anglais. À l'instar des Écossais qui sont restés écossais après avoir relégué le gaélique au folklore.

Mais ce qui a ébranlé les certitudes de certains péquistes, ce fut de lire dans l'avis du CSLF qu'en trois ans, le pourcentage d'allophones qui fréquentent le cégep francophone a grimpé singulièrement, passant de 50 % en 2007 à 64 % en 2009.

Il y a davantage de francophones que d'allophones qui optent pour le cégep anglophone

Si de plus en plus d'allophones choisissent le cégep francophone, faut-il préconiser cette mesure, que d'aucuns jugent extrême, qui est d'empêcher de jeunes adultes d'étudier dans la langue de leur choix? se demandent anxieusement plusieurs péquistes. Certes, personne, ni au CSLF ni à la Fédération des cégeps, ne peut expliquer cette brusque augmentation du nombre d'allophones qui optent pour le cégep francophone. Une explication consiste à dire que la sélection des immigrants, faite il y a plusieurs années, a fait en sorte que davantage d'enfants d'immigrants «francotropes», notamment des Maghrébins, ont atteint l'âge d'entrer au cégep. L'autre explication, c'est qu'après une scolarité au primaire et au secondaire en français, les enfants d'immigrants, même anglotropes, se francisent de plus en plus. Mais cette hypothèse, un chercheur du CSLF, Paul Béland, l'a invalidée il y a deux ans en soutenant que les enfants d'immigrants anglotropes se tournaient vers l'anglais en dépit de leur scolarité en français.

En congrès

Les délégués péquistes se réuniront en congrès la fin de semaine prochaine pour adopter la «proposition principale», c'est-à-dire le nouveau programme du PQ, dans lequel figure la proposition d'étendre aux cégeps les dispositions de la Charte de la langue française.

Cette proposition divise profondément le caucus péquiste: il y a autant de partisans que d'opposants, souffle-t-on. La députée de Taillon, Marie Malavoy, par exemple, croit qu'on ne peut priver les cégépiens du libre choix de la langue d'enseignement parce que ce sont des adultes. Mais comme il s'agit de la position arrêtée par le chef du parti, Pauline Marois — sans doute pour des raisons stratégiques en prévision du vote de confiance qu'elle subira au congrès —, les députés qui s'opposent à cette mesure sont résignés. Aucun d'entre eux ne semble vouloir ruer dans les brancards au congrès et user de son poids pour défaire la proposition.

La question des étudiants allophones en préoccupe plusieurs, mais l'attitude des étudiants francophones, qui fréquentent de plus en plus le cégep anglophone, mérite attention. Il y a d'ailleurs, en nombre absolu, davantage de francophones que d'allophones qui optent pour le cégep anglophone. Alors que les anglophones représentent 55 % des étudiants qui s'inscrivent aux cégeps anglais, les francophones en constituent le quart, devant les allophones, à 19 %, selon les données du CSLF.

Selon le Conseil, il y a donc 5,2 % des étudiants de langue maternelle française qui s'inscrivent dans les cégeps anglais, en légère augmentation depuis 1998 (4,5 %) et presque deux fois plus qu'en 1981. Cinq pour cent, ça peut paraître peu, mais si on considère qu'on assiste à un phénomène touchant la grande région de Montréal pour l'essentiel, soit la moitié de la population du Québec, on peut en déduire que c'est 10 % des cégépiens fran-

cophones de la région dont il s'agit. Qui plus est, comme 73 % d'entre eux ont opté pour la formation préuniversitaire plutôt que technique, on peut affirmer que 14 % des cégépiens francophones qui se destinent à l'université optent pour le cégep anglais, et ce, afin de poursuivre leurs études dans une université anglophone dans 80 % des cas, selon une étude de l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA).

Demandes accrues

Pour l'heure, les demandes d'admission affluent dans les cégeps anglophones. Et comme en principe seule la qualité du dossier scolaire compte pour être admis au cégep, il arrive que de bons étudiants francophones prennent la place de moins bons étudiants anglophones dans les cégeps anglais. Résultats: des étudiants issus du secondaire anglais ne peuvent pas entrer au

cégep anglophone au terme du processus de sélection. C'est ce qui est arrivé l'an dernier. Le ministère de l'Éducation a dû investir en catastrophe un million de dollars pour intégrer notamment 500 étudiants anglophones de plus dans les cégeps Dawson, Vanier et John Abbott.

De fait, ce n'est pas seulement le PQ qui a un problème avec la croissance des admissions aux cégeps anglophones. Si de plus en plus d'étudiants francophones souhaitent fréquenter les cégeps anglophones dans les prochaines années — c'est la tendance à long terme —, le gouvernement Charest, qui défend le libre choix de la langue d'enseignement au cégep, devra financer l'expansion du réseau des cégeps anglophones afin de répondre à cette demande. Ce serait absurde, mais c'est la nature de la bête.

Le Devoir

Il y a 10 ans, lors du Sommet des
Amériques à Québec

Photo: Benoît Aquin

Nous avons raison de nous mobiliser !

Des dizaines de milliers de personnes du Québec et des Amériques se sont battus pour nos droits sociaux et environnementaux. Par leurs actions et mobilisations, ils ont participé à faire tomber la Zone de libre-échange des Amériques — la ZLEA, un accord qui visait à mettre les privilèges commerciaux des entreprises multinationales au-dessus des lois.

Depuis, des alternatives comme l'ALBA ou l'UNASUR ont pu se développer.

Aujourd'hui, il importe de se rappeler de cette victoire des peuples des Amériques car les luttes pour une autre mondialisation continuent. **Participez à l'histoire en répondant à ces deux invitations :**

À QUÉBEC, le 16 avril

11h00: ACTION commémorative au Parc de la francophonie (à côté du Grand Théâtre)

14h00: ATELIER et CONFÉRENCES à l'école Perrault, 140 Chemin Ste-Foy

20h00: Spectacle au Bateau de nuit, 275 rue St-Jean

Informations : www.reseauforum.org/10ans

À MONTRÉAL, les 15, 16 et 17 avril

Cochabamba + 1 : Justice climatique et alternatives environnementales

À l'UQAM, Pavillon J.A. DeSève, local DS-R510, 320, rue Ste-Catherine Est

15 avril, 19h00

Pablo Solon, ambassadeur de la Bolivie à l'ONU et initiateur du Sommet de Cochabamba sur les changements climatiques et Maude Barlow, militante internationalement connue sur les questions de l'accès à l'eau potable.

16 et 17 avril :

Plus d'une quarantaine d'intervenants québécois, canadiens et internationaux.

Informations : www.alternatives.ca

Alternatives
La solidarité en action

**COMITÉ du
16 AVRIL**

PERSPECTIVES

Véhicules électriques

De la poudre aux yeux... verte

Le plan du gouvernement Charest a été reçu avec scepticisme

Le Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques, annoncé jeudi par Québec, a suscité plus de scepticisme que d'enthousiasme. Pour la plupart des observateurs, les moyens qu'il mobilise ne permettront pas d'atteindre les objectifs du plan, ce qui ressemble fort aux autres scénarios qui visent l'atteinte des objectifs du protocole de Kyoto ou du plan de réduction des GES de 20 % d'ici 2020.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Tout le monde a été d'accord: le Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques, dont *Le Devoir* révélait les grandes lignes un an plus tôt, jour pour jour, «*va dans la bonne direction*», selon la formule consacrée. Mais pour la plupart des observateurs, il ne permettra pas de faire en sorte qu'en 2020, une voiture sur quatre vendue au Québec sera soit un véhicule électrique (VE) ou un véhicule hybride rechargeable (VHR: à ne pas confondre avec un véhicule hors route...)

Daniel Breton, porte-parole de Maîtres chez nous au 21^e siècle (MCN-21), en fait une démonstration lapidaire.

Québec, dit-il, ne subventionnera que 10 000 VE ou VHR en quatre ans, soit 2500 par année. Ces 10 000 véhicules vont représenter 0,625 % des 1,6 million de véhicules qui auront été vendus durant la même période.

«*Si on en croit le gouvernement Charest, explique Daniel Breton, on aurait réussi à vendre avec des subventions une moyenne de 2500 véhicules verts par an et que, sans subvention, le niveau des ventes passerait entre 2015 et 2020 à 118 000 véhicules verts par année. C'est n'importe quoi, sauf de la poudre aux yeux... verte.*»

Certes, les constructeurs automobiles vont promouvoir les ventes de véhicules moins énergivores d'ici 2020, pas pour sauver la planète, mais pour respecter les moyennes de consommation imposées par la réglementation. Cela stimulera certes les ventes, mais cela ne devrait malheureusement pas réduire la consommation globale de pétrole du parc automobile québécois en raison de l'augmentation continue du nombre de voitures chaque année. En ce sens, le plan d'action sur les VE, présenté comme un maillon central de la politique de réduction des gaz à effet de serre (GES) du Québec et de son parc automobile, risque fort de ralentir tout au plus l'augmentation de la consommation de pétrole en chiffres absolus et nos émissions de GES.

L'impact économique d'un plan aussi inefficace demeure important, car il ne risque pas de réduire sensiblement la sortie annuelle de capitaux pour les achats de pétrole, qui atteint 8 milliards par année au Québec.

Les porte-parole d'Équiterre, de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) et même de l'Union des consommateurs sont unanimes: il aurait été beaucoup plus efficace à tous égards de mettre en place un bonus-malus, parce qu'il récompense l'achat de véhicules moins énergivores avec l'argent récolté lors de la vente et de l'immatriculation des véhicules plus énergivores, sans qu'il en coûte un sou à l'État.

L'Union des consommateurs a d'ailleurs souligné que le système de subventions retenu par le gouvernement Charest est inéquitable pour tous les contribuables qui ne peuvent en bénéficier parce qu'ils n'ont pas ou ne veulent pas faire le choix de l'auto. Seul un véritable bonus-malus, qui redistribue l'argent du malus aux bénéficiaires du bonus, est neutre et équitable pour tout le monde.

Enfin, MCN-21, l'AQLPA et l'Union des consommateurs ont aussi noté que Québec avait raté une chance rare d'inclure dans le plan d'action un programme universel d'inspection des véhicules, et pas seulement des plus âgés, dont l'empreinte sur le climat peut s'avérer inférieure dans une logique de cycle de vie.

Pas de locomotive

La batterie de ministres présents au lancement du Plan d'action 2011-2020 a vanté l'électrification d'une partie du parcours du futur Train de l'Est,



Une borne qui pourrait servir à recharger les batteries des véhicules électriques.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

entre Terrebonne et Montréal. Pourtant, cet exemple démontre à quel point ce plan cantonne le Québec dans le *statu quo* pour des années.

En effet, cette électrification ne porte que sur le tiers du parcours du Train de l'Est. Trop cher d'électrifier toute la ligne, a répliqué un ministre. Comment prendre alors au sérieux une politique d'électrification des transports en commun qui ne complète pas l'électrification du seul projet majeur en voie de réalisation à court terme? On opte pour refaire le travail dans quelques années, ce qui imposera de ralentir le trafic sur cette voie majeure.

Les petits pas

Cette politique des petits pas, qui s'applique à plusieurs autres de ses volets, fait ressortir la principale faille du plan, soit l'absence d'un projet central, porteur et structurant par son effet de pivot, qui aurait aussi des chances de placer le Québec au premier plan en matière de transports électriques.

Pour l'instant, malgré les prétentions du premier ministre Charest, le Québec ne va pas devenir le «*leader mondial*» du transport électrique avec un rôle de fournisseur de pièces pour les véhicules électriques conçus et mis en marché par d'autres et ailleurs qu'au Québec. Les exceptions seront sans doute les camions hybrides de Paccard et les autobus de Novabus. Mais ces entreprises opèrent dans un marché déjà fort achalandé où ils ne sont pas les locomotives technologiques.

Il aurait été beaucoup plus visionnaire de lancer, par exemple, la mise au point au Québec d'un véritable monorail à moteur-roues, un domaine où l'expertise québécoise pourrait lui assurer la tête du peloton, comme la France l'a fait pour le TGV. Un tel projet aurait été non seulement une fierté pour le Québec, mais il servirait de locomotive à toute l'industrie québécoise des véhicules électriques.

Québec aurait pu, par exemple, offrir d'investir avec Hydro-Québec, dollar pour dollar, l'équivalent de ce que le secteur privé et les petits épargnants auraient voulu investir dans un projet de monorail interurbain beaucoup plus adapté à notre climat et à notre topographie que le TGV. Et la maîtrise de cette technologie pourrait par la suite être appliquée à des autobus, voire à une production de camions et d'automobiles électriques ou hybrides branchables. L'empire de Bombardier s'est construit ainsi. C'est à se demander si Québec inc. dort au gaz ou a tellement perdu de mordant qu'elle n'a plus d'autre ambition que de pirater pour son profit les sociétés d'État construites au frais des contribuables...

Mais en matière d'énergie, la politique des petits pas se transforme trop souvent en politique des faux pas avec l'actuel gouvernement. Après le Suroît, Bécancour, les gaz de schiste, on appre-

nait cette semaine que Québec serait prêt à renoncer à obtenir au moins un tiers des retombées de la fabrication des batteries au phosphate de fer lithié, inventée au Québec et dont l'exclusivité a été confirmée à Phostech Lithium de Saint-Bruno. Québec a raison de dire que produire ces batteries uniquement au Québec pourrait décourager le déploiement de cette technologie dans le monde et réduire la demande ici même. Mais accorder des licences sans exiger au moins un tiers de la fabrication ici équivaut à renoncer à obtenir des effets structurants du développement de notre savoir-faire. On croirait assister à la réédition du désastre qu'a été la gestion du projet d'automobiles à moteur-roues par Hydro-Québec.

Mais c'est la même chose qui se produit quand on voit Québec aller de l'avant avec un plan aussi peu structurant faute de projet central comme catalyseur.

Nouvelles craintes

On peut se demander aussi pourquoi ce plan d'action demeure muet sur une question centrale comme le financement d'un éventuel réseau de recharge des VE. On précise tout au plus qu'Hydro-Québec investira «*selon l'importance de l'infrastructure requise*».

Il faut se demander s'il est acceptable que les non-automobilistes et usagers du transport en commun assument par leur facture d'électricité une partie des dizaines de millions requis pour la construction de ce réseau. Il faudra que la Régie de l'énergie balise très strictement cet investissement pour que les usagers paient pour ce service, une question d'équité. Pour l'instant, Québec ne semble pas vouloir aller dans cette direction, car on annonce qu'Hydro-Québec investira 9,4 millions dans des «*essais et projets pilotes*» pour le déploiement des VE.

Dans l'industrie du taxi, Québec veut négocier une transformation du parc existant: on peut se demander pourquoi le grand public paierait pour que les propriétaires de ces parcs aient plus d'avantages ici que les autres automobilistes, d'autant plus que c'est dans ce secteur que ces véhicules, électriques ou rechargeables, génèrent le plus d'économies. Une réglementation qui obligerait les parcs à se convertir progressivement d'ici 2020, sous peine de perdre leur licence, serait plus pertinente.

Mais, comme dans le cas du bonus-malus, Québec semble incapable d'amorcer avec fermeté un changement des habitudes de consommation et d'habitude des automobilistes, une attitude qui rejoint exactement la philosophie des constructeurs: laisser faire et attendre les résultats avec, au passage, quelques subventions aux frais des contribuables.

Le Devoir

Le sens du devoir



MICHEL DAVID

Plusieurs ont dû pousser un soupir de soulagement à Québec en apprenant le retrait de Bertrand Cantat de la programmation 2012 du Théâtre du Nouveau Monde. Il n'y a rien de mieux qu'un problème qui se règle de lui-même.

L'empressement démagogique avec lequel le chef de l'ADQ, Gérard Deltell, s'est emparé de l'affaire était certainement déplorable. De toute évidence, il a voulu refaire le coup des accommodements raisonnables, qui avaient offert une véritable planche de salut à Mario Dumont en 2006.

Il est vrai que, contrairement à son prédécesseur qui, de son propre aveu, était un libéral dans l'âme, M. Deltell a toujours été un conservateur. Cet ancien journaliste, qui sait parfaitement comment mettre le feu aux poudres, a clairement voulu profiter de l'indignation suscitée par l'annonce de la venue du rockeur français, mais il la ressentait sans doute lui-même.

Cette diabolisation d'un homme qui a purgé sa peine après avoir involontairement tué sa femme témoigne peut-être d'un moralisme dépassé aux yeux de certains, mais il demeure qu'une grande partie de la population a été sincèrement outrée d'apprendre sa participation à un spectacle où il est précisément question de la violence faite aux femmes.

Après le traumatisme causé à la société québécoise par le drame de l'École polytechnique, commémoré chaque année, il est un peu étonnant que la directrice du TNM, Lorraine Pintal, ait été prise à ce point au dépourvu par l'ampleur du tollé. Ce serait une erreur d'y voir simplement une apologie de la loi et de l'ordre. Si Bertrand Cantat avait accidentellement tué son frère dans une bagarre, on n'aurait pas fait un tel plat.

Le plus navrant dans cette histoire est la façon dont le gouvernement Charest s'est défilé. On conviendra aisément que la question était politiquement délicate, mais faire des choix moraux fait aussi partie des responsabilités d'un gouvernement. Pourquoi ne pas avoir rappelé l'ADQ à l'ordre, comme M. Charest l'avait fait jadis en dénonçant les excès du «*dumontisme*»? Si le droit à la réhabilitation fait réellement partie des «*valeurs québécoises*», il avait le devoir de le dire plutôt que de laisser hurler les loups.

◆ ◆ ◆

Tout en se réjouissant du retrait du «*meurtrier Cantat*», Gérard Deltell a voulu y voir «*un véritable constat d'échec*» pour la ministre Christine St-Pierre, qui aurait manqué à son devoir envers les femmes. Dans les circonstances, elle est cependant allée aussi loin qu'elle le pouvait. A la fois responsable de la Culture et de la Condition féminine, elle se retrouvait dans une situation impossible. Même si le choix de Bertrand Cantat semblait relever de la provocation, l'État n'a pas à discuter les choix d'un metteur en scène.

C'est le ministre de la Justice qui aurait dû se prononcer quand le chef de l'ADQ l'a interpellé à l'Assemblée nationale. Sans grande surprise, Jean-Marc Fournier s'est plutôt réfugié derrière le sacro-saint partage des compétences pour refiler la patate chaude à Ottawa. Cet ardent fédéraliste a dû se féliciter encore une fois que le Québec ne soit qu'une simple province.

Le seul des quatre partis représentés à l'Assemblée nationale dont le féminisme fait explicitement partie des principes fondamentaux, Québec solidaire, a également été le premier à défendre le droit de Bertrand Cantat à une pleine réhabilitation.

La réaction du PQ a été plus tardive, mais son porte-parole en matière de culture, Yves-François Blanchet, a néanmoins dénoncé «*la récupération politique un peu grossière*» de l'affaire par l'ADQ. «*Bertrand Cantat a été jugé dans un État de droit. Il a purgé sa peine. On ne referra pas son procès, même si on a un malaise*», a-t-il déclaré, ajoutant que lui-même ne se priverait pas d'assister au spectacle. On n'en demandait pas plus à M. Fournier, qui a manqué une belle occasion de se donner un peu de stature. Que voulez-vous, on ne se refait pas.

◆ ◆ ◆

Certes, en vertu de la Constitution, la responsabilité de décider qui peut entrer au Canada relève du gouvernement fédéral et il est clair qu'il aurait refusé de consentir une exception aux dispositions de la Loi sur l'immigration en faveur de Bertrand Cantat.

Le respect des compétences fédérales n'a cependant jamais empêché le Québec de donner son avis. A plusieurs reprises, il est intervenu auprès d'Ottawa en faveur de réfugiés qu'il souhaitait accueillir, quitte à faire une entorse aux règles.

Pendant des années, aussi bien le gouvernement Bourassa que celui de René Lévesque ont systématiquement refusé de poursuivre les cliniques d'avortement, même si le Code criminel canadien les interdisait toujours.

Si les décisions d'Ottawa dans les domaines qui relèvent entièrement de sa juridiction sont à ce point indiscutables, il faudrait accepter sans rechigner que les déchets nucléaires de l'Ontario empruntent le Saint-Laurent.

Le problème avec l'affaire Cantat, c'est qu'elle exigeait du gouvernement Charest un sens du devoir moral. S'il y a une chose qui lui a manqué depuis huit ans, c'est bien cela.

Collaboration spéciale

mdavid@ledevoir.com

OBAMA

SUIITE DE LA PAGE B 1

Ses prédécesseurs immédiats ont profité au maximum de la plateforme incomparable qu'offre la Maison-Blanche pour influencer, voire diriger le débat public et l'ordre du jour, tant national qu'international. Mais Barack Obama a relativement peu de contact avec les journalistes. Dans l'année et demie qui a suivi son entrée à la Maison-Blanche, période qui tend pourtant à fixer l'image du chef d'État, il n'a donné que 32 conférences de presse en solo ou avec un autre chef d'État ou de gouvernement, selon Martha Joynt Kumar, de la Towson State University. C'est seulement deux de plus que George W. Bush, pourtant peu connu pour ses talents d'orateur. C'est surtout 15 de moins que George Bush père et 25 de moins que Bill Clinton.

Des quatre derniers présidents américains, Barack Obama est celui qui fait le moins de points de presse, ces brèves séances de questions-réponses effectuées avant ou après un entretien avec un autre dirigeant, le plus souvent dans le bureau ovale: 56 points de presse dans les 18 premiers mois de sa présidence, contre 78 pour papa Bush, 186 pour Bush fils et 322 pour Bill Clinton.

Barack Obama n'aide pas sa cause non plus en recrutant Jay Carney comme porte-parole, qui,

bien que moins arrogant que Robert Gibbs, ne peut faire une phrase sans chercher ses mots.

Par ailleurs, Barack Obama n'utilise pas certains des pouvoirs les plus importants de la présidence pour imposer le changement. Dans le dossier de la réforme de la santé, il n'a ainsi jamais menacé d'opposer son veto à ce qui finalement est un loi sans système d'assurance maladie universel et public, finalement entrée en vigueur. De même, il recourt peu au décret et aux autres formes de directive pour faire adopter réformes ou mesures bloquées par les républicains.

Résultat: l'impression désormais ancrée dans l'opinion américaine est celle d'un président mou et détaché.

Dans un sondage Gallup, Barack Obama perd ainsi 15 points depuis son entrée à la Maison-Blanche quand il est question de «*comprendre les problèmes des gens*». «*Obama ne parle pas assez au pays, il n'établit pas de rapport avec les gens*», estime l'électeur indépendant Don Louie. Dans une tribune pour le quotidien *Politico*, le sondeur et stratège démocrate Douglas Schoen juge Barack Obama «*désengagé*» et «*en grande difficulté*».

A un an et demi du scrutin présidentiel, 50 % des Américains pensent d'ailleurs que Barack Obama «*ne mérite pas un second mandat*», d'après l'Université de Quinipiac. Dans ce même sondage, Barack Obama est même à éga-

lité avec un rival républicain «*générique*», c'est-à-dire non identifié.

Un bipartisme rigide régnant aux États-Unis, les options des déçus d'Obama, sans être nombreuses, sont dangereuses pour le président sortant. Pour les électeurs de l'aile gauche du Parti démocrate, l'expression du mécontentement pourrait passer par l'abstention. «*Je ne donnerai pas un centime à la campagne d'Obama cette fois-ci et il se peut que je ne m'embête pas non plus à aller voter*», prévient la médecin Janette Sherman qui, jusqu'à présent, ne s'est jamais abstenue aux présidentielles.

Pour les indépendants, les options sont l'abstention ou un vote en faveur d'un républicain. «*Je vais voir qui sera l'autre candidat et je choisirai celui qui me semble le meilleur; je n'ai jamais voté pour le Parti républicain pour la présidence, mais je vais l'envisager*», avertit l'informaticien Don Louie.

Même si elle peut évoluer d'ici le scrutin, cette situation, enregistrée en dépit de l'énorme avantage traditionnel procuré par la fonction présidentielle, est particulièrement troublante. Non seulement pour les chances de réélection de M. Obama, mais aussi pour ce qu'elle dévoile de l'ampleur de la déception qu'il suscite.

ÉDITORIAL

Le programme électoral conservateur

De la suite dans les idées

Le gouvernement Harper s'était pressé au lendemain de sa réélection à l'automne 2008 de s'attaquer au déficit qui menaçait de nouveau l'équilibre des finances publiques. Forcé par la récession et par l'opposition de mettre ce plan entre parenthèses, il y revient aujourd'hui. Le programme conservateur dévoilé hier nous ramène à ce mois de novembre 2008. L'intervalle ne fut qu'une pause.

R essort du document présenté par le premier ministre Harper le caractère presque objectif qu'est pour lui l'atteinte du déficit zéro. Il veut y arriver en un temps record. Alors qu'il y a deux jours il se donnait quatre ans, il vise désormais trois ans. Un choix discutable dans la mesure où ceux qui en feront les frais seront les contribuables ordinaires, la classe moyenne, qui porteront la plus grande partie de l'effort. Les entreprises, pas du tout.

Le caractère inéquitable de ce choix est on ne peut plus évident. Aux électeurs ordinaires, Stephen Harper promet une série d'allègements fiscaux virtuels qui se réaliseront dans les années suivant l'atteinte du déficit zéro, soit pas avant quatre, cinq ou six ans. Il se garde toute sa marge de manœuvre pour donner aux entreprises une réduction immédiate de leur taux d'imposition de 18 à 16 %, sous prétexte de création d'emplois.

Cette précipitation n'est en rien nécessaire. Prendre quatre ou cinq ans pour arriver au déficit zéro plutôt que trois soulagerait réellement les contribuables ordinaires, qui ont droit tout autant que les entreprises de recevoir des avantages. Un atterrissage plus en douceur donnerait par ailleurs au gouvernement la marge pour réagir à de possibles sursauts économiques.

Pour étonnante qu'elle soit, cette attitude s'explique. D'abord sur le plan électoral. Il s'agit de marquer la différence avec le programme «dépensier» des libéraux, une explication qui

ne dit pas tout. Il s'agit aussi de montrer que les conservateurs sont des gens vrais, animés de convictions profondes. Ils disent ce qu'ils veulent faire et font ce qu'ils disent. Le danger est évidemment que l'idéologie conduite à des choix politiques contestables. L'illustre bien la certitude qu'ils ont que la réduction des impôts des entreprises stimulera la création d'emplois, même si la démonstration du contraire a été faite. Que plus de prisons fera diminuer la criminalité, même si plein d'études montrent le peu d'effet.

La conception que se font de la gouvernance les conservateurs n'exclut pas pour autant le calcul politique lorsque cela est nécessaire. Ce n'est pas sans raison que Stephen Harper a écarté formellement ces derniers jours tout retour du débat sur l'avortement et sur le mariage entre personnes de même sexe. C'est pour la même raison qu'il a écrit en toutes lettres dans le programme divulgué hier qu'il allait assurer aux provinces la poursuite du financement des programmes de santé et finaliser l'entente avec le Québec sur l'harmonisation de la TPS et de la TVQ.

On ne trouve pas fondamentalement de surprises dans ce programme, car il est la suite logique des précédents. S'il y a une chose qu'on ne peut reprocher à Stephen Harper, c'est d'avoir de la suite dans les idées. Il est animé par des convictions desquelles il ne déroge pas, sauf par nécessité. Le problème avec ce programme est qu'il est à prendre ou à laisser et qu'une fois élus, les conservateurs voudront, s'ils sont majoritaires, le réaliser intégralement.

Groupes de femmes

Où loge la ministre ?

La Fédération des femmes du Québec vivote. Depuis que son budget fut miné par le retrait du soutien fédéral, l'organisme crine famine. Mais le ministère responsable de la Condition féminine reste impassible devant cette crise financière, que plusieurs imputent à une philosophie conservatrice indifférente aux «pailles» des groupes de femmes.

Disposant de «restants» de fin d'année de 1,5 million de dollars, ce ministère décide d'en octroyer 1 million aux Forums jeunesse, des groupes certes essentiels, mais qui ne relèvent néanmoins pas du tout du Secrétariat à la condition féminine. Leurs «projets», intéressants et qui «correspondent directement à notre plan d'action en égalité entre les hommes et les femmes» — c'est la ministre Christine St-Pierre qui le dit —, ont séduit au point où on leur octroie le pactole. Un million, c'est en effet le pactole quand on sait que, pour retrouver un second souffle, la FFQ ne demande que 100 000 \$.

Du côté de ces groupes de défense des droits des femmes, c'est la consternation. Une question leur brûle les lèvres: la ministre St-Pierre aurait-elle succombé à ce courant ambiant selon lequel le discours féministe ennue, assomme, exaspère? La dernière semaine confirme cette impression: l'affaire Bertrand Cantat a donné lieu à de bien malheureux excès, où certains ont de manière simpliste et méprisante lié la tournure des événements à un dérapage féministe!

Si la ferveur de la ministre est soudainement remise en question, c'est que certaines font des parallèles. Cette ministre a vertement dénoncé les compressions fédérales à l'endroit des artistes; elle a même délié les cordons de la bourse pour compenser cette perte. «La ministre préfère-t-elle les artistes aux féministes?», grognent les femmes. Mme St-Pierre avance que, dans le champ de la culture, Ottawa a véritablement retiré un soutien au Québec. Dans le cas des groupes de défense des droits, il a plutôt réorganisé ses subventions, en privilégiant des enjeux plutôt que d'autres.

Argument faiblard, qui s'appuie sur des mouvements de colonnes comptables alors qu'on voit ici les effets d'une idéologie qui a convenu, sans débat, que la cause féminine n'est plus un enjeu prioritaire. Le Québec ne doit pas suivre cette voie.

Au fédéral, on a opté pour la manière sournoise. Les groupes de défense des femmes ont subi des réductions budgétaires et ont été heurtés dans leur capacité d'agir. Au Québec, les discours vont désormais dans le sens d'une «symétrisation» des actions entre les femmes et les hommes, une approche qui pourrait avoir pour conséquence d'associer l'inégalité entre les sexes à un mythe, alors que l'affaire n'est pas du tout classée!

Les groupes de femmes ont raison d'être aux aguets, et d'oser des questions qui dérangent. Leur motivation aujourd'hui est la même que celle d'hier: elles luttent contre l'indifférence devant les iniquités visant toujours les femmes.

machouinard@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEÉ BOILEAU

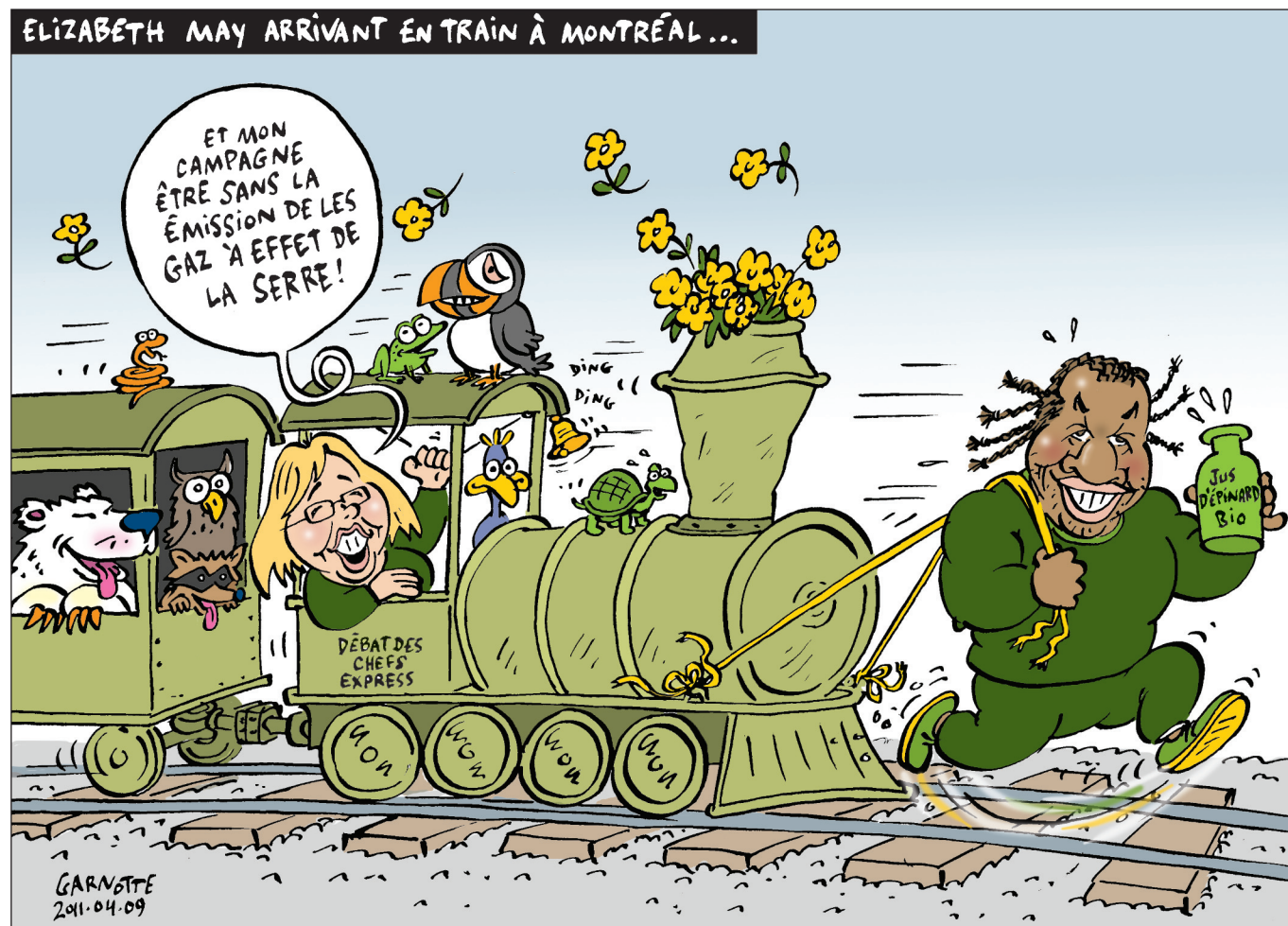
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

En attendant Cantat!

Wajdi Mouawad a le sens du spectacle. Sa contestation d'un panneau publicitaire d'Hydro-Québec avant une représentation d'une de ses mises en scène au TNM il y a quelques années, son refus en 2009 du Molière du meilleur auteur francophone vivant pour sa pièce *Littoral*, le calendrier «choquant» du CNA, avec des illustrations de l'artiste winnipegoise Diana Thorneycroft, sont autant de gestes spectaculaires qui font mouche et dont Wajdi Mouawad a le secret. C'est bien connu, le très talentueux homme de théâtre a le sens de la controverse. Pour le meilleur plus souvent que le pire. Le théâtre-événement n'est pas mort.

D'*Equation pour un homme actuel* des Saltimbanques dans les années 1960 en passant par *Les Fées ont soif* de Denise Boucher dans les années 1970, au *Double jeu* de Françoise Lorenger, le théâtre continue d'avoir parfois un impact inattendu sur les événements. En 2011, cependant, télévision et Internet obligent, pour que le théâtre s'impose avec autant de fougue, il doit faire jouer les dieux d'aujourd'hui. Mouawad est une star et Cantat aussi. Ils sont plus connus que la tragédie grecque qu'ils ont à créer au TNM la saison prochaine.

L'affaire est assez théâtrale pour devenir la pièce elle-même qui se joue devant nos yeux, partout: dans les journaux, à la télévision, jusqu'au parlement, lieu théâtral par excellence où les députés-acteurs débattent autour de décisions à prendre pour le

mieux-être de la cité. Que Cantat reste chez lui. Nous n'avons plus besoin de lui. La pièce a eu lieu. Formidable. D'une authenticité percutante. Petit budget. Un spectacle renversant. Où les personnages principaux n'ont même pas eu à s'exprimer. Une tragédie de l'absurde, entre Sophocle et Beckett (*En attendant Cantat!*) à travers laquelle ressort l'aspect le plus important de toute cette mascarade: le contenu.

Car avec Mouawad, la forme n'écrase jamais le fond. Depuis quelques jours, jamais on n'aura autant entendu parler de violence conjugale comme tragédie sociale contemporaine. Médée égorge ses enfants. Œdipe tue son père. La tragédie grecque fourmille de violences familiales. La société contemporaine perpétue la tradition. Elle interroge ses propres paradoxes à travers les gestes fougues de nos vedettes d'aujourd'hui. J'y vois une santé démocratique qui fait avancer les mentalités. Dans quelques jours, le théâtre retournera à sa modeste fonction culturelle, mais le débat demeurera, je l'espère, cinglant, pertinent, rude, didactique, sur une des horreurs les plus inacceptables de notre temps.

Bravo Wajdi!

Louis-Dominique Lavigne

Dramaturge et comédien

Le 8 avril 2011

LADISQ est-elle à l'écoute ?

L'ADISQ prétend sur son site Web travailler «à la survie et à l'épanouissement, au

Québec, d'une production musicale indépendante, forte, originale et innovatrice». Ce n'est malheureusement pas le cas. Les règles de l'ADISQ concernant le processus de nomination pour son gala empêchent une digne représentation de la réalité et de la vitalité de la scène musicale québécoise.

Malgré les récents efforts de l'ADISQ, qui a créé un tarif spécial pour les producteurs ou associés de la relève et permis la mise en nomination de non-membres, le fait demeure que le gala ignore tout un pan de la scène musicale «made in Québec».

Quand on compare le gala de l'ADISQ à celui des Junos, l'équivalent canadien, force est de constater que ce dernier est beaucoup plus inclusif et représentatif de sa scène, parce qu'il peut n'en coûter que 50 \$ pour les non-membres pour s'inscrire par catégorie. Il en coûte pratiquement quatre fois plus à l'ADISQ, soit 190 \$ pour une nomination d'un non-membre ayant vendu moins de 2500 copies. Si l'on vend plus de 2500 copies, le tout se complique drôlement, car il faut être membre: des frais qui varient entre 275 \$ et 1350 \$, ce à quoi s'ajoutent les 95 \$ pour la nomination dans chaque catégorie.

L'ADISQ a rapidement besoin d'une sérieuse refonte si elle veut réellement représenter la scène musicale d'ici. Pendant ce temps, des artistes québécois se tournent vers les Junos pour bénéficier de ce que l'ADISQ n'est pas en mesure d'offrir: une juste vitrine.

Ghislain Poirier

Montréal, le 7 avril 2011

REVUE DE PRESSE

Images et programmes

Manon Cornellier

On peut dire que Stephen Harper a réussi à voler la vedette avec ses histoires d'expulsion d'étudiants venus assister à ses rassemblements. On en a parlé et on a critiqué le geste d'un bout à l'autre du pays. Mais de quoi a peur le chef conservateur avec son «cocoon blindé»? demande de but en blanc le *Toronto Star*. «Les choix que les politiciens font en campagne nous en disent beaucoup sur leur future manière de gouverner», écrit le quotidien. Si les seules personnes bienvenues aux rassemblements conservateurs sont celles qui pensent comme eux, comment Harper gouvernera-t-il, s'il en a la chance, pour tous les Canadiens?»

Le *Halifax Chronicle-Herald* rappelle cette vieille expression qui dit qu'un chat peut regarder un roi. «Pourquoi les électeurs canadiens ne peuvent-ils pas voir de leurs propres yeux le premier ministre Stephen Harper durant une campagne électorale, et ce, sans avoir à être invités ou filtrés par le Parti conservateur? Pourquoi les gens ont-ils besoin d'une invitation pour l'entendre?» Selon le *Herald*, «les chefs en campagne sont des visiteurs dans les communautés, pas les gens qui y vivent». Les conservateurs ne sont pas les premiers ni les derniers à se réfugier dans une bulle, mais ils sont allés beaucoup trop loin, dit le quotidien, qui déplore que Harper ait d'abord jeté le blame sur son personnel. «Une campagne est censée servir à demander l'appui des électeurs. Si cela veut encore dire quelque chose, les candidats devraient avoir le courage et la courtoisie de rencontrer les gens qui ne se sont pas encore fait une idée ou qui peuvent encore en changer. [...] Une élection est censée permettre aux électeurs de juger les politiciens, pas l'inverse. La campagne conservatrice ignore à son propre péril.»

Déjà une semaine

Ça paraît déjà loin, mais seulement six jours se sont écoulés depuis le dévoilement de la plateforme libérale. Les réactions sont allées dans tous les sens. Pour le *National Post*, ce nouveau livre rouge est bien loin de ce que les libéraux avaient proposé en 1993, un mélange avisé de politiques centristes qui se complétaient bien. La nouvelle version est «décevante», écrit le *Post*, qui y voit beaucoup de promesses dispendieuses qu'on financera à l'aide de hausses de taxes. En plus, déplore-t-il, on y trouve un programme environnemental qui n'est pas chiffré et dont on ignore l'impact sur l'économie. Selon le quotidien, le programme de Michael Ignatieff penche trop à gauche. «Nous croyons que ce n'est pas un plan sage pour le Canada, ni pour son parti.»

Le *Globe and Mail*, en revanche, parle d'une plateforme «prudente et pragmatique», même «harpérienne». Selon le *Globe*, elle est plus près du programme de Stephen Harper que de ceux de Paul Martin ou de Pierre Elliott Trudeau. On est loin de la pluie des grands programmes nationaux, des milliards promis aux autochtones avec l'accord de Kelowna ou encore de ceux du programme de garderies de Paul Martin en 2006. Le prix et les bienfaits de chaque engagement doivent être analysés, mais le *Globe* ne cache pas son agacement à l'égard des crédits d'impôt conservateurs, qu'il juge peu constructifs, contrairement à certaines propositions libérales. À ce chapitre, il cite l'aide financière promise aux étudiants, la bonification du congé de compassion offert par l'assurance-emploi, le financement de l'éducation des autochtones. Cependant, les libéraux pèchent par manque de clarté en matière de lutte contre le déficit et se laissent

aller à quelques élans de nationalisme économique. Le *Globe* s'inquiète aussi de l'effet qu'aurait l'annulation des baisses d'impôt des entreprises. Mais «le moins que l'on puisse dire est qu'un gouvernement Ignatieff ne déclarerait pas, comme M. Harper l'a fait au *Nouvel An*, que le gros de ses réalisations pour les familles a été de serrer la vis aux criminels. Ce programme [libéral] est beaucoup plus constructif que l'édification de nouvelles prisons et il n'est probablement pas plus dispendieux», conclut le *Globe*.

Sans dire s'il l'approuve ou non, Michael Den Tandt, du *Toronto Sun*, constate que ce programme penche bel et bien à gauche. Les électeurs ont maintenant un vrai choix entre le plan de centre droit des conservateurs et celui de centre gauche des libéraux. Le grand perdant dans tout cela, dit-il, est Jack Layton, qui vient de se faire doubler par Michael Ignatieff. Ce dernier, écrit-il, «consolide la gauche sans fusionner les partis». «Une tentative de prise de contrôle hostile», en quelque sorte. La nouvelle plateforme libérale, dit Den Tandt, rompt avec le penchant vers la droite des années Chrétien. On se montre généreux envers les étudiants, les personnes âgées, les malades, sans être trop précis au sujet de la réduction du déficit. Selon lui, le NPD perdra des plumes le 2 mai. Assistera-t-on à l'émergence d'une coalition sans coalition? À son avis, «Ignatieff a mis la table pour une union avec le NPD». Den Tandt déclare même que le NPD n'est plus nécessaire depuis dimanche dernier. Mais si Ignatieff ne perçoit pas le 2 mai, c'est son parti qui sera marginalisé, et celui des conservateurs deviendra le nouveau parti naturel du pouvoir (*natural governing party*).

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Pierre Gauvreau (1922-2011)

L'artiste aux saveurs d'iris

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Écrivain

J'ai d'abord connu Claude, le frère de Pierre Gauvreau. Je travaillais aux éditions du Jour et l'idée m'était venue de demander à un certain nombre d'écrivains québécois de répondre au «Questionnaire Marcel Proust», notamment Claude. Je lui avais envoyé le fameux questionnaire, mais de longues semaines passèrent sans que Claude se manifeste. On était à quelques jours de mettre sous presse quand Claude me téléphona et me demanda de passer chez lui. Il habitait aux Terrasses Saint-Denis, que je connaissais bien, l'une de mes tantes y résidant aussi.

Quelle étrange journée je passai avec Claude, qui avait répondu à Marcel Proust dans un texte qui faisait une trentaine de pages! Il ne cessa pas de parler tout le temps que je fus avec lui, déclamant ses poèmes, hurlant qu'il était le plus grand des poètes contemporains, ce que prouvaient, me disait-il, ses textes écrits en langue explorée.

Si je ne compris pas grand-chose alors à ce langage hermétique, je fus sensible à la fascinante musique, rauque et gutturale, qui provenait de lui. Cette étrange sonorité des consonnes surabondantes par rapport aux voyelles était chargée de couleurs et de saveurs quantiques — comme Nietzsche, Claude écrivait à coups de marteau; mais ses coups de marteau, quand je m'abandonnai à eux, me donnèrent à voir de toutes petites taches qui, d'un état de mots à un autre, s'amalgamaient pour former paysages, têtes de femmes et têtes d'hommes, pluies incandescentes et éruptions de lave. La poésie de Claude Gauvreau, ce n'était pas vraiment des mots, mais de la peinture!

Au-delà de la poésie

Quand je fis la connaissance de Pierre Gauvreau et que je vis ses œuvres peintes, j'éprouvai la même sensation à les regarder que j'avais eue à entendre la poésie de son frère, mais pour ainsi dire à l'envers. Chez Pierre, je ne voyais pas, j'entendais, et ce que j'entendais c'était cet au-delà de la poésie quand celle-ci franchit le mur de l'abstraction pour devenir vision du monde, philosophie du monde, écriture totalisante du monde, ces milliers de bâtonnets qui forment la structure même de l'œil.

Pour tout dire, c'est grâce à Claude et Pierre Gauvreau que j'ai découvert ce qu'on appelle l'écriture et la peinture modernes. À fréquenter l'un et l'autre, c'est ma propre vision des choses, de la philosophie et du monde qui changea. Et cela je le compris parfaitement quand,



Pierre Gauvreau, script à la main, devant les caméras du téléroman *Radisson*, diffusé à la télévision d'État en 1957-1958. Photo de plateau prise par André Le Coz, probablement à l'été 1956.

accompagné de la réalisatrice Doris Dumais, je passai cinq jours à converser avec Pierre Gauvreau pour une série d'émissions de radio. C'était dans cette belle maison de campagne de l'Estrie dont l'arrière-cour était toute fleurissante d'iris, la fleur préférée du peintre. Quand nous arrivâmes chez lui et que je le vis assis au milieu de son jardin, j'aurais voulu être peintre moi-même pour immortaliser cette beauté transhumaine qui émanait tout autant de lui que des fleurs parmi lesquelles il se trouvait.

Ce furent là cinq jours d'une stimulante complexité qui fit naître une amitié dont je peux dire qu'elle ne peut être comparée à aucune des autres que j'ai vécues.

Au milieu des iris

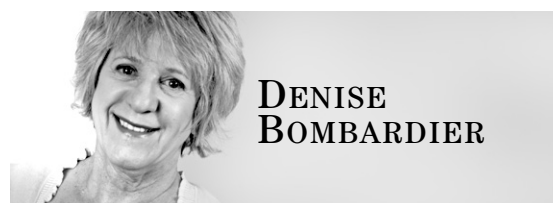
Dans la salle à manger de Pierre Gauvreau, il y avait un long tableau, tout en strates avec, dans chacune d'elles, des traits particuliers et une couleur dominante, parfois le vert et le mauve, souvent l'orange et l'ocre, entremêlés de rectangles blancs — une œuvre que je ne parvenais pas à déchiffrer. Aussi, tous les jours, j'allais faire un tour dans la salle à manger et je restais là, à quelques pieds de la toile, à essayer de comprendre pourquoi elle me fascinait autant. C'était chaque fois comme une épiphanie,

mais une épiphanie dont je sortais sans avoir vu ni entendu de quoi elle était faite exactement. Puis le hasard me fit regarder dans la fenêtre, vers cette arrière-cour où Pierre Gauvreau était assis au milieu de ses iris.

C'est ainsi que je compris ce que signifiait la toile: elle représentait Bouddha dans la tranquillité du vide — ce vide qui n'a plus à se penser parce qu'il porte en lui toutes les couleurs de la fleur d'iris. Le portrait même de Pierre Gauvreau.

Nos cinq jours d'entretiens terminés, j'allais sortir de la maison quand Pierre Gauvreau me prit la main et m'entraîna au salon. Il décrocha la toile et me l'offrit. «Mais pourquoi voulez-vous me la donner?», je lui demandai. Il me répondit: «Elle était là sur ce mur depuis cinq ans, et personne ne l'avait encore regardée vraiment.» Je voulus lui dire ce que j'y avais vu. «Pas la peine, puisque nous le savons maintenant tous les deux.»

Il était mon ami, immortel comme ce Bouddha qu'il m'a donné. Depuis, je cultive les iris. Depuis, tous les jours, je retrouve mon ami en restant quelques minutes devant sa toile. Il est là, dans les couleurs et les mots de sa peinture, si parfaitement serein, les bâtonnets de ses yeux comme des flèches zen traversant l'espace.



DENISE BOMBARDIER

Au nom de l'art

Le TNM a changé son fusil d'épaule vendredi à la suite de la tourmente provoquée par la présence de Bertrand Cantat sur sa scène et après que le chanteur de rock eut déclaré forfait sur scène à Avignon. Néanmoins, nous sommes redevables à Wajdi Mouawad et à Lorraine Pintal d'avoir, par leur décision de programmer une trilogie adaptée de Sophocle en y incluant la présence du chanteur, assassin de sa compagne «adorée» Marie Trintignant, suscité un vrai débat comme on en a peu au Québec. Qu'est-ce qu'un artiste? Qu'est-ce que le théâtre? Qu'est-ce que le pardon? Voilà à quelles réflexions l'on a été conviés.

D'abord, relevons la tentative de banalisation du geste de Cantat dès l'annonce de sa présence au TNM. On a écrit dans ces pages que le chanteur français avait été «mêlé à une sombre affaire de violence conjugale», ailleurs qu'il s'agissait d'un «crime passionnel», d'un «homicide involontaire» en insistant sur l'épithète. D'autres dénoncent les hordes médiatiques, gardiennes de la morale, les réactionnaires vengeurs sans esprit de pardon lorsque ce ne sont pas les féministes amazones qui se déchaineraient.

Bref, on choisit son camp. Celui des «ouverts d'esprit» contre les moralisateurs fouettards et arriérés. On a eu droit aussi à un cours de philosophie du théâtre, «ce lieu idéal pour exorciser nos pulsions destructrices, la part d'ombre qui nous habite tous», selon la déclaration de la directrice du TNM. L'acteur Richard Thériault nous a donné une leçon de morale, bien qu'il doive s'en défendre, en déclarant: «Est-ce parce que des gens ont commis des gestes dramatiques [sic] avec lesquels on est socialement en désaccord [sic] qu'il n'y a pas de pardon possible?» On pourrait répondre que pisser en public dans une assemblée conservatrice est un geste dramatique, mais que tuer à coups de poing sa compagne est un geste d'immoralité absolue et non pas un trait culturel d'une société donnée.

La présence de Cantat sur scène posait le problème de la rupture d'une des lois du théâtre, à savoir la re-création de la réalité. Le théâtre peut être «le lieu idéal pour exorciser nos pulsions destructrices», mais à la condition que le spectateur sache que les acteurs sur scène jouent un rôle. C'est conforté par ce sentiment du jeu, du faire semblant que l'on peut sans danger pour soi s'identifier aux personnages, même les plus vils. La présence de Bertrand Cantat sur scène ramènerait tous les personnages dans la réalité et ce faisant ferait éclater l'acte même de la création.

Plutôt que de demeurer dans le fantasme, ce lieu moralement neutre, inoffensif pour autrui, mais d'abord pour soi, le spectateur devient incapable de subir la réalité. Les gens de théâtre si alarmés cette semaine alors qu'ils se drapaient dans l'immunité artistique n'ont peut-être pas conscience que le passage à l'acte d'un acteur, la traversée du miroir pour reprendre une expression de la psychologie des profondeurs, brise les codes théâtraux. On peut supporter la douleur d'Édipe sur scène comme spectateur à la condition d'être convaincu que l'acteur qui incarne le héros tragique n'a pas lui-même tué son père et épousé sa propre mère.

Wajdi Mouawad, enfermé dans son silence de créateur socialement incompris, a lui aussi franchi la frontière en décidant de mettre en scène son ami au nom d'une réinsertion sociale mal comprise. Wajdi Mouawad traverse donc le miroir et cette transgression le dépasse de son élan créateur. Si l'écriture est pour lui une catharsis, il ne peut pas se transformer dans sa création en travailleur social ou thérapeute de ses amis. Le théâtre n'est pas un centre de réinsertion sociale pour les criminels, sauf en tant que spectateurs.

À ses risques et périls, Wajdi Mouawad est devenu de ce fait controversé en dehors de son œuvre qu'un public théâtral vénère en se laissant emporter par ses propres démons, son attirance pour les abysses et les sentiments innommables et terrifiants. Cette erreur de casting ne sera peut-être pas sans conséquence pour celui qui, à ce jour, n'a connu que les hommages et les encensements.

Quant à la notion de pardon, l'on remarquera qu'elle relève autant du droit que de la morale. Bertrand Cantat a payé son crime selon les règles du droit. Il a purgé sa peine. Au nom de quel mécanisme peut-on affirmer que l'on doit tourner la page? En mettant à mort sa compagne, saoul ou drogué, involontairement (la plupart des crimes conjugaux sont des homicides involontaires et on a envie d'ajouter: «Et après?»), Bertrand Cantat a concrétisé un noir désir. Il est libre de circuler, de respirer, de chanter si un public est demandeur. C'est cela le pardon. Pour les hordes de réactionnaires que nous sommes censés être, son geste est ineffaçable. À ce jour, Bertrand Cantat n'a jamais exprimé de remords public, laissant croire de la sorte qu'il fut victime de sa passion, de l'alcool, de la drogue et de la violence provocatrice de sa compagne Marie.

Enfin, qu'on nous permette d'être atterrée par plusieurs réactions d'une extrême violence de la part de gens pour qui la défense de Bertrand Cantat et de son droit d'être pardonné ressemble à une tentative plus ou moins consciente d'atténuer les gestes de violence conjugale.

denbombardier@videotron.ca

Un cri de révolte

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Journaliste au Devoir

En 1998, à l'occasion des 50 ans de Refus global, Le Devoir a rencontré Pierre Gauvreau, l'un des signataires, dans son atelier-résidence de Saint-Armand. Nous publions aujourd'hui des extraits de cette entrevue.

Il avait 25 ans le jour où il a décidé d'endosser Refus global. Cinquante ans après cette bouffée de rage envoyée à la face d'une société étouffant les écarts de conduite tapageurs, Pierre Gauvreau évoque le brûlant texte avec des pointes de déception dans la voix. Il s'agissait d'un cri de révolte en 1948; malgré un contexte différent, ça l'est encore aujourd'hui. Parce que la société persiste à faire la sourde oreille.

«La société dans laquelle on était obligés de vivre était néfaste parce qu'elle nous empêchait de vivre les aventures de notre époque. Nous considérons que les religions, comme systèmes d'explication de l'univers, étaient largement dépassées et qu'elles servaient à maintenir les gens dans l'ignorance. Quand on sort d'une guerre qui a duré cinq ans et qu'on retombe dans une société dirigée par Maurice Duplessis, avec la Loi du cadenas, les évêques, les dénonciations, la censure et tout ce que vous voulez, c'est inacceptable, ça révolte! Refus global est arrivé au moment où on a dit: "On ne peut plus endurer ça sans protester."»

«[...] Au point de vue fondamental, rien n'a changé. Absolument rien. Refus global, c'était un refus généralisé d'aborder la question de la religion, et on ne l'aborde toujours pas. Les questions posées par Gauguin: "D'où venons-nous? Que sommes-nous? Où allons-nous?", on n'y a pas répondu. La société dans laquelle nous vivons actuellement base sa prospérité sur le fait qu'elle nous garantit que nous n'avons aucune question à nous poser.»

Société de consommation

Pierre Gauvreau a transféré sa rébellion, jadis portée sur le pouvoir de la religion, sur cette «société de consommation» qui a pris le relais comme «occultrices» d'idéaux.

Cette même société commande une célébration autour de la parution du manifeste «alors qu'il n'y a rien à célébrer. Voilà une des absurdités de la société de consommation: décider de célébrer quelque chose tout simplement à cause d'une date. C'est une attitude primaire, pour ne pas dire primitive, que de célébrer quelque chose uniquement sur la base d'une date anniversaire. Mais tout ça ne dénote absolument aucun intérêt pour le contenu du manifeste, ni même son histoire. Je suis d'ailleurs toujours assez surpris de rencontrer des gens qui ont des opinions très arrêtées sur Refus global mais qui — et on s'en rend compte en regardant un peu — ne l'ont même jamais lu.»

Les mythes de Refus global

«[...] Pierre Gauvreau se rappelle le long silence qui a suivi la publication du manifeste, un mutisme d'autant plus difficile pour ceux des signataires, comme lui, qui sont restés au pays, n'optant pas pour la voie de l'exil. «Bien sûr, on ne s'attendait pas à ce que tous les gens qui fréquentaient nos expositions, les journalistes qui avaient des positions assez critiques sur Duplessis, nous emboîtent le pas. Mais un silence tel que celui qu'on a observé, pendant près de 20 ans? Non, on n'aurait pas pu prévoir cela.»

Dans *Le Devoir* du 25 septembre 1948, Gérard Pelletier livre sa position sur le manifeste. «Nos amis nous pressent de formuler notre opinion sur cette profession de foi d'un groupe de jeunes. J'accepte même et trouve normal que ces jeunes automatisent avec férocité. Il est vrai que notre pays manque de maîtres, il est vrai qu'une grande inquiétude travaille la jeunesse et qu'elle cherche toute seule des voies qui débouchent sur la lumière.»

Pierre Gauvreau rigole: «C'est l'une des seules défenses que nous avons eues à l'époque. Il a fait

un appel à l'indulgence en disant: "Pardonnez-leur, ces jeunes-là sont à la recherche de Dieu." Un groupe d'entre nous a réagi en disant: "Ce n'est pas du tout cela. Et si Dieu existe, de toute façon, on est du bord du diable!"»

«[...] Cinquante ans plus tard, les mythes circulent toujours autour de Refus global et s'enracinent. «On parle toujours de Borduas et de ses disciples, et l'image que ça charrie, c'est celle du maître et d'une dizaine de petits gars autour qui écoutent. Ce n'était pas la réalité! On était adultes. Moi, je revenais d'un séjour outre-mer où j'avais servi comme officier: est-ce que ça ne faisait pas de moi un adulte, ou juste un petit gars qui suivait Borduas?»

Un cri à entendre

Manifeste nationaliste, Refus global? «Jamais! Borduas a déjà dit qu'il haïssait les nationalistes!» Manifeste né de la pensée d'un groupe structuré? «Nous ne formions pas une association ou un club sélect, contrairement à ce que croient les gens. C'était disparate, très lâche comme structure. Tout ce qui nous regroupait, c'était la voie de l'automatisme, chercher à s'exprimer le plus librement possible en tant qu'individus.» Manifeste, œuvre des peintres automatisés? «On oublie tous les autres! Il y avait ce psychiatre, très connu de par le monde, Bruno Cormier, et puis les femmes, qu'on a eu tendance à oublier.»

Dans son atelier de Saint-Armand, oasis de lumière et de fleurs propices à la création sous toutes ses formes, Pierre Gauvreau hausse le ton et lève le poing lorsqu'on lui demande s'il garde espoir que le cri soit entendu. «Garder espoir? Bien sûr que je garde espoir! Dieu n'existe pas, merde! Dieu n'existe pas! On ne va pas continuer à dire le contraire parce que quelqu'un va nous taper sur les doigts ou parce que ça fait pleurer maman! Il faut devenir adultes à un moment donné, non? La société n'a pas le choix. Elle peut bien retarder et repousser l'échéance, mais la question la rattrapera bien un jour.»

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzeiti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Dominique Reny (pupitre); information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site internet), Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Emilie Parent-Bouchard et Édenne Plamondon-Emond (communis interne); Amélie Gaudreau (secrétariat à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophy Lambert-Racine (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Amel Elinam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Mathews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Nancy Blanche, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

DESIGN + ARCHITECTURE



PHOTOS NIPPAYSAGE

L'aire publique du parc de Place de l'Acadie: une série de trois longs et larges bancs de pierre d'un mètre sur 12 et des jets de brume linéaires suivent le mouvement des gens et structurent l'espace. Visuellement, la place inclut les plages gazonnées adjacentes et présente un grand espace libre d'obstacles visuels, permettant la tenue de spectacles et d'événements.

L'hypernaturel supplante l'hyperurbain

Comment l'architecture de paysage peut-elle rendre nos villes plus humaines et plus écologiques? L'exemple du parc de Place de l'Acadie.

Le Mois mondial de l'architecture de paysage est l'occasion de souligner les forces de cette discipline de premier plan. Alors que les villes de la planète misent de plus en plus sur les parcs, les places et les promenades vertes pour se définir une identité, Montréal a emboîté le pas en organisant un concours d'architecture de paysage qui décloisonne enfin les projets publics dans ce domaine et fait la part belle à la relève, c'est-à-dire à plus de variété et de renouveau.

EMMANUELLE VIEIRA

Le concours du parc de Place de l'Acadie, récemment remporté par l'équipe de NIPpaysage, s'inscrit parfaitement dans ce chantier municipal qui, pour une fois, prend en compte la volonté des habitants d'un quartier sensible, celle des élus et celle d'architectes paysagistes pleins de ressources. Alors que Montréal s'apprête à célébrer le cinquième anniversaire de sa désignation «Ville UNESCO de design», des exemples comme celui-là redonnent l'envie d'imaginer une ville plus intelligente car plus «design», à la fois dans les attitudes et dans les faits.

Situé au croisement des boulevards de l'Acadie et Henri-Bourassa, non loin de l'autoroute 15, le site du concours s'inscrit dans le plan de redéveloppement des places éponymes. Le concours avait comme premier objectif de combattre les îlots urbains de chaleur, très présents à cet endroit, et d'offrir un lieu très vert mais également propice à la gestion écologique des eaux de pluie.

Le programme devait intégrer, entre autres, une place publique et des espaces gazonnés destinés aux grands rassemblements, une aire de jeu pour les enfants, une patinoire pour l'hiver, une grande variété d'allées de circulation et enfin, non la moindre des exigences, un esprit de ce quartier datant des années 60 et détruit en 2010 pour cause d'insalubrité...

Pour le jury, «le projet de la firme NIPpaysage s'est démarqué par la variété, la qualité et la cohérence des lieux proposés, la performance potentielle en termes de production de fraîcheur, la convivialité des espaces de rencontre, la faisabilité technique et la viabilité du concept notamment quant à son adaptabilité en vue des étapes subséquentes.»

Baptisée *Mosaïque*, la proposition de NIPpaysage est cependant bien plus qu'une place ou un parc: c'est un paysage qui incarne les valeurs du passé et du

présent, un véritable lieu d'expression de culture et de nature, un cocon protecteur aux airs de forêt indigène, un sous-sol performant qui récupère les eaux de pluie et refroidit l'atmosphère, bref le parfait exemple de ce que peut accomplir l'architecture de paysage aujourd'hui: bâtir des écosystèmes intelligents tout en faisant la part belle à l'expression humaine et naturelle. Aucune autre discipline ne peut en faire autant.

Ce qu'il y a de remarquable dans ce projet, ce n'est pas seulement le résultat mais tout le processus en amont, mis sur pied par le Bureau du design de la Ville de Montréal et la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal, le chantier Montréal Ville UNESCO de design qui soutient l'organisation de concours de design et d'architecture dans le cadre de projets de portée publique.

En effet, avant de lancer le concours, il a fallu réunir l'appui et l'argent des différents ministères et organismes impliqués dans le projet. Puis l'arrondissement a dû définir une programmation réaliste pour la future place. Les habitants du quartier, délogés lors de la démolition en 2010, ont longuement été interrogés dans une série d'entrevues qui ont aidé toute l'équipe du concours à comprendre la manière dont ils utilisaient l'espace public et quelles étaient leurs attentes envers ce projet.

Une fois les informations compilées et la programmation définie, il a fallu déroger au règlement municipal en écartant le traditionnel système de pointage qui qualifie les équipes lors des appels d'offres. Dans un concours comme celui-là, ce n'est pas l'expérience ni la longévité des firmes ou l'enveloppe du prix qui font le poids, mais bien les idées et la qualité des réponses apportées à des problématiques urbaines.

«La première étape du concours consistait à présenter une équipe et à exprimer des intentions, explique



Vue aérienne du parc de Place de l'Acadie.



Une aire de jeu à la topographie ludique.

Mélanie Mignault, architecte paysagiste chez NIPpaysage. *Nous trouvions le site du futur parc extrêmement perturbé par le bruit et la proximité de grands axes routiers. L'idée de créer une butte plantée d'arbres servant à la fois de coupe-son, de filtre antipollution et de brise-vent, nous est apparue primordiale. En réponse à ce contexte hyper-urbain, plutôt agressif, nous avons imaginé un parc hyper-naturel bordé d'une forêt enveloppante qui abriterait en son centre une place publique et des aires de jeux relativement protégées.»*

Une identité paysagère

Les concepteurs ont travaillé le parc comme un immense hall d'entrée. Authentique respiration physique et morale, formée d'un espace mi-végétal mi-minéral aux usages multiples, cette île verte peut être

appréhendue à une échelle macro, ou encore vécue à une plus petite échelle, en observant attentivement la vie qui grouille dans les fosses où des plantes indigènes donnent la sensation d'être au bord d'une berge.

Et c'est sans doute le plus bel élément du projet: tout semble couler de source et les concepteurs sont parvenus à intégrer parfaitement fonction et forme paysagère. Par exemple, dans l'aire de jeu, la glissoire suit la topographie de la pente pour devenir une sorte d'extension du site et non pas «un objet rapporté sur place». De la même manière, l'amphithéâtre de pierre semble émerger de la butte gazonnée telle une sculpture rampante qui aurait toujours été là.

Le premier élément fort du projet est sa topographie «plan-



L'ambiance hivernale avec sa patinoire.

te». Elle répond directement au contexte unique du quartier en créant une identité paysagère forte qui contrebalance parfaitement la masse bâtie encerclant le tout. L'autre élément fort est le traitement au sol, qui donne à l'ensemble un esprit commémoratif et ancre le projet dans l'histoire du lieu.

«Le pavage au sol reprend les motifs de la pierre aléatoire qui ornait les halls d'entrée des anciens bâtiments, explique Mélanie Mignault. Transposés à grande échelle et réalisés au travers des différentes tonalités de finis de béton et d'insertions vertes, ces motifs au sol accueilleront les adresses civiques des anciens édifices du quartier qui seront gravées sur des plaques de métal insérées à la surface de la place.»

Au milieu des érables rouges,

Fiche technique

Architectes paysagistes NIPpaysage
Collaborateurs ingénieurs civils Vinci Consultants
Client Ville de Montréal, arrondissement d'Achilles-Cartierville
Août 2011 date prévue pour le début des travaux
Octobre 2011 date prévue pour la fin des travaux
Budget prévisionnel un million de dollars
Surfaces dures 1600 m²
Surfaces vertes 1600 m²
Total du parc 3200 m²
Couvert arboricole mixte et dense avec un maximum d'espèces indigènes
Financement en partie par le Fonds vert d'Action 21, Plan 2006-2012 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec
À consulter www.nippaysage.ca, www.aapq.org, www.mtlun.escodesign.org

Collaboratrice du Devoir